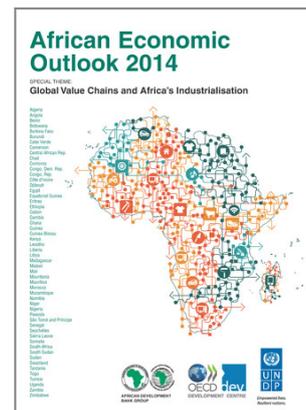


OECD *Multilingual Summaries*

African Economic Outlook 2014

Global Value Chains and Africa's Industrialisation

Summary in French



Accédez au texte intégral: [10.1787/aeo-2014-en](http://dx.doi.org/10.1787/aeo-2014-en)

Perspectives économiques en Afrique 2014

Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique

Résumé en français

L'édition 2014 des Perspectives économiques en Afrique témoigne de l'amélioration constante des conditions économiques et sociales sur le continent, ce qui augure bien de l'avenir immédiat. Son volet thématique – la participation de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales – souligne les capacités d'adaptation du continent face à des marchés en pleine évolution.

Les perspectives macroéconomiques de l'Afrique restent favorables, grâce à un taux de croissance moyen qui s'est maintenu autour de 4 % en 2013. Cette performance est supérieure aux 3 % de croissance enregistrés par l'économie mondiale et atteste une fois encore de la résilience du continent face aux turbulences internationales et régionales. Les résultats sont néanmoins très contrastés d'un groupe de pays et d'une région à l'autre. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 5 % en 2013 et devrait ressortir à 5.8 % en 2014. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, les taux de croissance sont respectivement de 6.1 % et 6.8 %. Les deux régions les plus dynamiques en 2013 sont l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest, avec une croissance supérieure à 6 %. Pour 2015, les prévisions de croissance pour le continent tablent sur un retour aux niveaux observés avant la récession mondiale de 2009, autour de 5-6 %. Avec la stabilisation du prix de l'énergie et le repli des cours des denrées alimentaires, l'inflation a d'une manière générale ralenti en 2013 – même si elle reste relativement soutenue dans certains pays, attisée par l'affaiblissement des monnaies nationales. Face à cette atténuation de l'inflation, plusieurs pays ont desserré leur politique monétaire. En revanche, dans les pays où les monnaies s'étaient dépréciées, le scénario inverse a prévalu, pour endiguer les poussées inflationnistes. Les orientations budgétaires des pays ont elles aussi varié, beaucoup de pays faisant preuve de prudence sur ce plan afin de réduire leurs déficits budgétaires, quand d'autres ont maintenu des politiques budgétaires expansionnistes pour doper la croissance. Dans les pays importateurs de pétrole, les déficits des comptes courants restent importants.

Les apports financiers extérieurs et les recettes fiscales ont confirmé leur rôle central pour le développement de l'Afrique. Sous réserve du maintien des tendances actuelles, les investissements directs étrangers (IDE) et les investissements de portefeuille pourraient bientôt constituer la première source d'apports financiers du continent. Les IDE sont toujours majoritairement destinés aux pays riches en ressources. L'atonie générale des économies avancées a néanmoins continué de plomber les flux d'investissements directs et les transferts des migrants vers l'Afrique, la part des pays de l'OCDE ayant nettement cédé du terrain au profit des pays non membres. L'aide publique au développement (APD) a conservé sa tendance ascendante, malgré des marges budgétaires toujours plus étroites dans les pays avancés. Même si elle recule sensiblement dans le total des apports depuis 2000, avec la hausse plus soutenue des autres flux financiers, l'APD constitue encore la principale source de financements extérieurs pour les pays d'Afrique à faible revenu. Alors que les recettes fiscales continuent d'augmenter, les services fiscaux se heurtent toujours à de grosses difficultés. Cette composante des recettes publiques augmente à mesure qu'un pays se développe.

Si depuis quelques années, l'Afrique améliore ses performances commerciales, ses exportations continuent d'être dominées par les produits de base et les bons résultats s'expliquent par la hausse des

cours des marchandises. Les échanges de produits agricoles et de services n'ont pas encore atteint tout leur potentiel. L'intégration régionale progresse, avec une hausse des échanges intra-africains, notamment de produits manufacturés.

D'une manière générale, le développement humain s'améliore sur le continent, même si un certain nombre de pays restent à la traîne. La pauvreté recule peu à peu, alors que l'éducation et les soins de santé progressent. Malheureusement, le phénomène de l'exclusion persiste, entraînant des inégalités d'accès aux opportunités économiques et sociales – une situation qui sape les efforts visant à relever les niveaux de vie et interfère avec le respect des droits humains. Pour remédier à la vulnérabilité des populations face aux risques économiques, sociaux et environnementaux, il faut miser sur une transformation économique et sociale équitable, l'égalité hommes-femmes, l'émancipation de la jeunesse et le développement durable.

Le renforcement de la gouvernance politique et économique en Afrique pourrait singulièrement contribuer à la réduction des inégalités économiques et sociales. Depuis 2010, le nombre de scrutins libres et équitables sur le continent ne cesse de croître et cette tendance devrait se confirmer. En 2014-2015, environ 600 millions d'Africains seront appelés aux urnes, pour élire leurs dirigeants. En Tunisie, malgré un démarrage chaotique, l'adoption de la constitution nationale début 2014 semble garantir la consolidation des acquis démocratiques. Les progrès ont cependant été lents dans les autres pays d'Afrique du Nord touchés par le Printemps arabe. La paix relative qui règne dans la Corne de l'Afrique a été rompue par les rumeurs de guerre civile au Soudan du Sud, alors que la crise qui sévit en République centrafricaine pourrait fragiliser davantage la région. Ces situations contradictoires exigent une détermination de tous les instants, en faveur d'une réforme plus profonde du secteur public, dans le but d'améliorer la gestion des ressources nationales, en particulier dans les pays richement dotés. Il faut par ailleurs redoubler d'efforts pour améliorer l'environnement des affaires et encourager ainsi l'investissement privé.

Cette édition des Perspectives économiques en Afrique s'intéresse plus particulièrement aux chaînes de valeur mondiales et à l'industrialisation de l'Afrique. Les entreprises étant en quête des sites les plus compétitifs à travers le monde, le processus de production continue de se fragmenter. Cette nouvelle donne commerciale signifie que les pays en développement ne sont plus obligés de constituer des filières industrielles entières pour gagner des parts de marchés internationaux. Ils peuvent désormais accéder directement à des segments précis des chaînes de valeur mondiales, en fournissant leurs compétences ou produits spécifiques aux réseaux internationaux de production – et se placer ainsi sur des trajectoires inédites et plus rapides de développement. Aujourd'hui, l'Afrique capte une proportion modeste mais croissante des échanges au sein des chaînes de valeur mondiales, l'intégration variant selon les secteurs : entre 1995 et 2011, sa part dans le total des échanges de valeur ajoutée est passée de 1.4 à 2.2 %. Pour les économies africaines, toute la difficulté consiste à s'assurer que la participation dans les chaînes de valeur mondiales a des retombées positives en termes de développement inclusif pour les sociétés. À l'heure actuelle, la participation de l'Afrique se limite à des activités de faible valeur, même si le continent possède des atouts pour progresser et prendre part à des activités à plus forte valeur ajoutée. En s'ouvrant aux échanges, en ciblant les marchés régionaux et émergents, en modernisant leurs infrastructures, en promouvant les entreprises locales et en investissant dans l'éducation, les pays africains peuvent renforcer leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Mais d'autres aspects doivent être pris compte : d'abord chaque chaîne de valeur a ses exigences propres ; ensuite, les politiques qui favorisent l'intégration dans les chaînes de valeur ne facilitent pas forcément la montée en gamme, c'est-à-dire l'amélioration du positionnement du pays au sein de ces chaînes ; enfin des régimes fiscaux inutilement incitatifs peuvent entraîner un manque à gagner pour l'État. Pour tirer le meilleur parti des chaînes de valeur mondiales, l'Afrique doit œuvrer en faveur d'une transformation économique et sociale équitable et de la pérennité de l'environnement.

Les notes pays présentent les conclusions et les prévisions pour chacun des 54 pays africains. L'annexe statistique opère des comparaisons entre indicateurs clés.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© AfDB, OECD, UNDP (2014), *African Economic Outlook 2014: Global Value Chains and Africa's Industrialisation*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/aeo-2014-en